

**Point de presse du sous-directeur de
la presse - Traité de l'Elysée/55ème
anniversaire - Libéria/Investiture
du président George Weah -
Afghanistan/Attaque terroriste -
République démocratique du
Congo/Situation - Turquie -
République démocratique du Congo
- Iran - Syrie - Syrie/Armes
chimiques**

(Paris, 22 janvier 2018)

Au point de presse de ce jour, le sous-directeur de la presse a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Traité de l'Elysée - 55ème anniversaire (22 janvier 2018)

Le 22 janvier 1963, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer signaient un traité de coopération destiné à sceller la réconciliation entre la France et la République Fédérale d'Allemagne. Le Traité de l'Elysée fixait les objectifs d'une coopération accrue entre l'Allemagne et la France dans les domaines des relations internationales, de la défense et de l'éducation.

Le président de la République et la chancelière Angela Merkel sont convenus le 19 janvier à Paris d'élaborer au cours de cette année un nouveau Traité de l'Elysée. Leur déclaration conjointe est consultable ici :

https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/evenements/article/55e-anniversaire-de-la-signature-du-traite-de-l-elysee-22-01-18

Dans cet esprit, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, travaille en liaison étroite avec son homologue allemand, M. Sigmar Gabriel, sur tous les grands dossiers de politique étrangère et le renforcement de la coopération bilatérale.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, marquera les 55 ans de la signature de ce traité en échangeant avec un groupe de jeunes réunis par les «jeunes ambassadeurs» de l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ) pour discuter leurs propositions pour un renouveau du Traité de l'Elysée.

Le président de la République avait annoncé le 26 septembre à la Sorbonne son souhait de réviser le traité de l'Elysée afin de renforcer la coopération entre nos deux pays. En réponse à cette proposition, les présidents de l'Assemblée nationale et du Bundestag ont décidé d'adopter le 22 janvier, à l'Assemblée et au Bundestag, dans les mêmes termes, une résolution commune appelant à un nouveau Traité de l'Elysée. La résolution devrait être approuvée en fin de matinée à Berlin.

Dans l'après-midi (17h), Mme Nathalie Loiseau représentera le gouvernement à la séance de l'Assemblée nationale qui se prononcera sur ce projet de résolution, en présence de M. Wolfgang Schäuble, président du Bundestag, et d'une délégation des députés allemands.

2 - Libéria - Investiture du président George Weah (22 janvier 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, représente la France à la cérémonie d'investiture de M. George Weah, président de la République du Libéria, qui se tient ce jour à Monrovia.

L'alternance démocratique que vient de connaître le Libéria répond aux aspirations profondes du peuple libérien et constitue un moment historique. C'est aussi l'occasion de saluer l'action de la présidente sortante, Mme Ellen Johnson Sirleaf, en faveur de la paix et de la réconciliation nationale dans son pays.

Le secrétaire d'Etat aura un entretien avec le président Weah, afin de faire un point sur la relation bilatérale et de définir de nouveaux axes de coopération.

3 - Afghanistan - Attaque terroriste (22 janvier 2018)

La France condamne l'attaque contre l'hôtel Intercontinental de Kaboul et présente ses condoléances aux familles et aux proches des victimes.

La France est engagée dans la lutte contre le terrorisme et continuera à apporter son soutien à l'Afghanistan pour combattre ce fléau.

Présente militairement en Afghanistan de 2001 à 2014, la France contribue aux dépenses militaires de l'OTAN à hauteur de 10,3% et soutient aujourd'hui à ce titre la mission de conseil, de formation et d'assistance «Resolute Support» lancée en 2015. Nous apportons par ailleurs une aide bilatérale portant sur des besoins cruciaux des forces de sécurité afghanes : programmes de formation des cadres militaires, coopération avec le ministère de l'intérieur afghan, appui à la police civilo-militaire chargée notamment des problématiques de contre-insurrection (ANCOP).

4 - République démocratique du Congo - Situation (22 janvier 2018)

La France condamne fermement les violences commises par les forces de sécurité lors des manifestations organisées le 21 janvier 2018 en République démocratique du Congo et déplore les pertes humaines. Elle réitère son appel au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, à commencer par le droit de manifestation. Elle appelle toutes les parties prenantes au dialogue et au rejet de tout recours à la violence. Elle rappelle la nécessité d'un usage proportionné de la force dans le cadre du maintien de l'ordre.

La France s'inquiète également des violences et des menaces à l'encontre d'observateurs de la mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Nous appelons les autorités congolaises à faire toute la lumière sur ces violences, afin que les responsables en répondent devant la justice.

La France réitère son appel à la tenue effective des élections conformément au calendrier électoral publié le 5 novembre 2017, dans le respect de la Constitution et de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016, comme demandé par le conseil de sécurité des Nations unies dans sa résolution 2348 (2017). Elle rappelle la nécessité de la mise en oeuvre complète de l'accord du 31 décembre 2016, s'agissant notamment des mesures de «décrispation» politique, nécessaires pour réunir les conditions d'élections crédibles et apaisées. La France se tient prête, en étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux, à appuyer le processus électoral en vue d'aboutir à une alternance pacifique et démocratique du pouvoir en République démocratique du Congo.

5 - Turquie

Q - Le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a déclaré à propos du problème kurde que la France est du côté des terroristes. Quelle est la réaction de la France à ces paroles du ministre turc ?

R - Ce n'est pas ce qu'a dit M. Mevlüt Cavusoglu, avec lequel M. Jean-Yves Le Drian s'est entretenu hier pour faire le point sur la situation en Syrie dans son ensemble.

Je vous renvoie au communiqué que nous avons publié hier à l'issue de cet entretien. Il mentionne notamment que la France est attentive à la sécurité de la Turquie, de son territoire et de ses frontières.

6 - République démocratique du Congo

Q - Quelle est votre réaction après la nouvelle dispersion violente de manifestants opposés au maintien du président Joseph Kabila au pouvoir en République démocratique du Congo ?

R - Nous vous renvoyons à notre déclaration de ce jour.

7 - Iran

Q - Concrètement, dans votre dialogue avec l'Iran, que demandez-vous sur le sujet balistique et les questions régionales ?

R - Le programme balistique iranien est une source de préoccupation majeure, car il est non-conforme à la résolution 2231 du conseil de sécurité et déstabilisant pour la région.

Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a indiqué ce jour dans son interview au Figaro, nous avons engagé un dialogue avec l'Iran sur le sujet balistique et les questions régionales. C'est la raison pour laquelle il se rendra à Téhéran le 5 mars.

8 - Syrie

Q - En quoi est-ce que la stratégie de la France pour créer «un environnement stabilisé et neutre» en Syrie est différente de ce qui est prôné par les résolutions onusiennes ?

R - La mise en place d'un environnement neutre en Syrie est un objectif qui se situe au coeur du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

L'environnement stabilisé et neutre est la somme des mesures concrètes et des contraintes qui seront imposées à l'ensemble des acteurs, tout particulièrement au régime de Damas, pour permettre une véritable réforme constitutionnelle et la tenue d'élections libres, pour qu'une solution politique négociée réponde bien aux aspirations de l'ensemble des composantes de la société syrienne.

Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian au Figaro ce jour, cela signifie notamment «la levée des sièges, l'arrêt des hostilités, l'échange de prisonniers, le désarmement chimique. Tout cela sous supervision internationale».

9 - Syrie - Armes chimiques

Q - Depuis plusieurs mois, des ONG et des groupes civils en Syrie accusent le gouvernement syrien d'avoir mené des attaques au chlore. La dernière remonterait au 12 janvier. Depuis Khan Cheikhoun, est-ce que les autorités françaises ont eu confirmation de nouvelles attaques chimiques en Syrie ?

R - Nous sommes préoccupés par toutes les informations faisant état de possibles nouvelles attaques chimiques en Syrie et étudions avec attention les éléments qui nous parviennent.

Nous attendons également l'expertise des mécanismes d'enquête internationaux opérationnels, en premier lieu la mission d'établissement des faits (FFM) de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

La France est engagée pour préserver le régime de non-prolifération chimique. C'est à ce titre que M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, lancera le 23 janvier un nouveau partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques./.